Editorial paru dans la revue *Eléments*

LE TEMPS DES CERISES REVIENDRA !

Le socialisme a longtemps représenté une grande chose. Il a d'ailleurs été une chose avant d'être un mot, car le mouvement ouvrier, à l'origine, ne se définit pas toujours comme socialiste et moins encore comme de gauche. Lointain héritier des guildes et des corporations, né au XIX[e] siècle de la prise de conscience d'une solidarité d'intérêts entre les membres de la classe laborieuse, il rassemble des déracinés, fils et petits-fils de paysans brusquement jetés dans les grandes villes par la révolution industrielle et qui, menacés par le paupérisme, tentent à leur mesure de recréer des solidarités disparues et de contrôler les conditions de leur existence. Le socialisme naissant est d'abord cela : l'affirmation, face à l'aliénation du salariat et aux exigences du capitalisme bourgeois, des prérogatives du lien social, du vivre-ensemble grâce à des valeurs partagées.

On aurait alors beaucoup étonné la classe ouvrière en lui disant que la gauche, c'était le refus des racines et la « chienlit ». Le socialisme, pour la classe ouvrière, c'était la solidarité et le sens du bien commun, la lutte contre le désordre établi, la revendication de plus de justice et de dignité. Les premiers socialistes se réclamaient de cette « *common decency* » dont George Orwell a fait l'éloge, de cette honnêteté ordinaire qui impliquait à la fois le refus de l'exploitation du travail, de l'égoïsme prédateur et du nihilisme jouisseur, en même temps qu'un certain conservatisme moral, le sens de l'honneur et de la parole donnée, le goût de la loyauté, de l'entraide et de la solidarité. Si elle était restée fidèle à ses valeurs d'origine, la droite de l'époque aurait dû se solidariser de cette protestation populaire contre le système de l'argent. A quelques exceptions près, elle ne l'a pas fait, habituée qu'elle était à croire à la raison du plus fort, infectée qu'elle était par l'esprit bourgeois dominant.

Aujourd'hui, le capitalisme a changé. Post-bourgeois et post-prolétarien, déployant désormais ses stratégies à l'échelle planétaire, il est devenu ce qu'il faut bien appeler un capitalisme absolu, caractérisé par la domination de l'économie « immatérielle », la dictature des marchés financiers et la financiarisation des stratégies industrielles. Les principaux détenteurs du capital ne sont plus les chefs d'entreprise, mais 300 millions d'actionnaires qui ne sont intéressés que par le rendement à court terme, la valeur instantanée des actifs et la rentabilité de l'épargne, si bien que la rémunération des actions augmente actuellement deux fois plus vite que la production réelle. Le capital, en outre, ne prétend plus s'affranchir de l'Etat, mais le mettre au service du marché. Sa pratique normative consiste à soumettre toute action humaine ou institutionnelle à la rationalité économique et marchande, sur la seule base

d’un calcul d’utilité et d’intérêt. Tout discours politique se formule désormais en termes d’entreprise, et l’Etat lui-même ne tire plus sa légitimité que de son aptitude à favoriser le marché par une action économique rationnelle étendue à tous les domaines de l’existence. La société politique n’est plus un corps de citoyens, mais une collection d’entrepreneurs-consommateurs uniquement préoccupés d’eux-mêmes, soumis à une rationalité instrumentale dont Max Weber avait prédit qu’elle serait la norme d’un monde désenchanté. Parallèlement, la société « en sablier » redevient une machine à redistribuer la richesse vers ceux qui sont déjà les plus riches. La dé-liaison sociale prend des formes inédites, tandis que le salariat se généralise.

« La véritable action révolutionnaire, disait Victor Griffuelhes en 1908, est celle qui, pratiquée chaque jour, accroît et augmente la valeur révolutionnaire du prolétariat ». Paroles d’un autre temps. Certes, les classes populaires sont toujours là, mais pour exister en tant que classe, il ne suffit pas d’exister « en soi », il faut aussi exister « pour soi ». Ce qui a disparu, c’est l’esprit de classe, défini comme le « sentiment que la cause de l’ensemble prime la cause de l’individu » (Hubert Lagardelle). C’est la culture ouvrière, ensemble de souvenirs et d’habitudes, d’aspirations et de croyances, de goûts et de comportements déterminant une façon de voir le monde. C’est enfin la conscience de classe. Dans cette société à la fois permissive et punitive, hédoniste et thérapeutique, indifférente aux valeurs et obsédée par le Bien, toujours plus fragmentée et toujours plus homogène, la précarisation va de pair avec la parcellisation de l’existence : personne ne raisonne plus en fonction d’un projet collectif intéressant la société globale. Les grèves et les mouvements sociaux ont désormais un caractère purement catégoriel, qui ne remet en cause ni le capitalisme ni la condition salariale, bien au contraire.

Marcel Gauchet le remarquait récemment : « Nous vivons la prise de pouvoir de l’économie à un degré qui renvoie les étapes antérieures du capitalisme dans une aimable préhistoire ». Pour Sorel comme pour Proudhon, le combat pour la justice sociale était d’abord une affaire de valeurs et de réforme morale. Lutter contre le capitalisme, une fois disparus les acteurs révolutionnaires du passé, ne consiste plus à tirer parti des contradictions du système, et moins encore à parier sur son incapacité à satisfaire les revendications purement quantitatives qu’il a lui-même créées, mais à mettre l’accent sur les valeurs alternatives, les besoins auxquelles par définition les valeurs marchandes ne peuvent répondre, à sortir de l’imaginaire de l’économie, à refuser que l’*homo œconomicus* soit la norme des peuples et la mesure de l’humain.

C’est précisément ce que ne fait pas la gauche. Sous prétexte de « réalisme », les idéaux de gauche se sont au fil des années dilués dans le pragmatisme économique assorti d’un discours moralisateur en parfaite consonance avec l’esprit du temps. Historiquement parlant, la gauche a voulu rejeter le libéralisme économique tout en conservant le libéralisme politique (une forme de gouvernementalité qui se prétend axiologiquement neutre). Cette attitude l’a tout naturellement conduite, d’abord à adhérer à l’idée qu’il existe une manière purement technique de régler les problèmes sociaux, ensuite à se réconcilier goulûment avec le système de l’argent et le modèle du marché. Aujourd’hui, y compris dans ses franges radicales, elle se borne à mettre un sparadrap social sur la tumeur libérale. Le socialisme a été remplacé par un moralisme humanitaire et pleurnichard, qui dénonce les « abus » ou les dysfonctionnements du système sans jamais en remettre en cause le socle de légitimité, la question du contrôle de l’économie n’étant plus jamais posée. Qu’on puisse aujourd’hui passer sans heurts de la

direction du parti socialiste à celle du Fonds monétaire international (FMI) est à cet égard un symbole proprement étourdissant. Symbole de la dissolution du socialisme dans la mondialisation et de l'immense mépris envers les « gens de peu » de ceux qui vivent dans la bulle du paraître médiatique.

Les Versaillais sont aujourd'hui plus que jamais au pouvoir. Personne ne se lance plus « à l'assaut du ciel », qui du reste est pollué. A Satory, sur la Butte rouge, on a dû construire un McDo, et le merle moqueur fera bientôt partie des espèces menacées. Ce n'est pas une raison pour désespérer. Comme le dit la chanson, « t'en fais pas, Nicolas, la Commune n'est pas morte ! »

Robert de HERTE